

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A.R.M.L.

Association Régionale des Missions Locales de l'Océan Indien

Association Loi 1901

Siège social : Résidence Fleur de Sel – Bâtiment A, 1^{er} étage
1, rue Justin Baptiste
97419 La Possession

SIRET / APE : 519 684 906 00026 / 8413Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A.R.M.L. O.I

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ARML OI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans :

- La note « Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels relative à la subvention de fonctionnement de la Région.
- La note « Changement de méthode d'évaluation et de présentation » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement de ANC 2018-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons réalisé aucune diligence sur la régularité de la comptabilité analytique et les informations qui en découlent.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 17 juin 2025

C2A, Commissaire aux Comptes

A blue ink signature, appearing to be 'S. Robert', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	3 601		3 601	3 601	
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	42 297	33 451	8 846	8 937	- 91
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	2 911		2 911	4 669	- 1 758
TOTAL (I)	48 809	33 451	15 358	17 207	- 1 849
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 000		1 000	1 000	
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	273 585		273 585	354 090	- 80 505
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	232 594		232 594	282 928	- 50 334
Charges constatées d'avance	8 862		8 862	31 122	- 22 260
TOTAL (II)	516 041		516 041	669 139	- 153 098
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	564 850	33 451	531 399	686 346	- 154 947

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	108 597	115 421	- 6 824
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 430	-6 824	- 29 606
Situation nette (sous total)	72 167	108 597	- 36 430
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	72 167	108 597	- 36 430
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	69 711	66 140	3 571
TOTAL (II)	69 711	66 140	3 571
Provisions			
Provisions pour risques	41 320	168 762	- 127 442
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	41 320	168 762	- 127 442
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 349	57 173	- 31 824
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	48 634	69 132	- 20 498
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	262 130	201 350	60 780
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	12 088	15 192	- 3 104
TOTAL (IV)	348 201	342 846	5 355
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	531 399	686 346	- 154 947
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	35 000	36 667	- 1 667	-4,55
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	10 356	7 288	3 068	42,10
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	463 527	806 784	- 343 257	-42,55
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	149 197	562	148 635	N/S
Utilisations des fonds dédiés	66 140	73 538	- 7 398	-10,06
Autres produits	3 121	4 278	- 1 157	-27,05
Total des produits d'exploitation (I)	727 341	929 116	- 201 775	-21,72
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	170 348	307 332	- 136 984	-44,57
Aides financières	23 898		23 898	N/S
Impôts, taxes et versements assimilés	7 477	10 750	- 3 273	-30,45
Salaires et traitements	256 865	300 533	- 43 668	-14,53
Charges sociales	62 449	70 947	- 8 498	-11,98
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 198	4 580	- 1 382	-30,17
Dotations aux provisions	21 755		21 755	N/S
Reports en fonds dédiés	69 711	66 140	3 571	5,40
Autres charges	148 854	10	148 844	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	764 555	760 292	4 263	0,56
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-37 214	168 825	- 206 039	-122,04
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	784		784	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	784		784	N/S
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	784		784	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-36 430	168 825	- 205 255	-121,58
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		763	- 763	-100
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges		71 331	- 71 331	-100
Total des produits exceptionnels (V)		72 094	- 72 094	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		80 979	- 80 979	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		166 762	- 166 762	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		247 742	- 247 742	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-175 648	175 648	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	728 125	1 001 210	- 273 085	-27,28
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	764 555	1 008 034	- 243 479	-24,15
EXCEDENT OU DEFICIT	-36 430	-6 824	- 29 606	433,85
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Association Régionale des Missions Locales de l'Océan Indien

Annexes Associations 2025

Annexes Associations 2025

PREAMBULE

L'Association a pour objet de permettre aux Missions locales de La Réunion, sans se substituer à elles :

- D'être un lieu d'échanges, de réflexions, d'innovations,
- De constituer et de développer un réseau régional structuré,
- D'apparaître comme interlocuteur identifiable et facilement accessibles pour les acteurs et partenaires locaux départements, régionaux et nationaux et de pouvoir être représentées dans différentes instances,
- De faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales d'insertion des jeunes,
- De pouvoir être un lieu de ressources qui puisse rapidement en assurer la communication à ses membres,
- De décloisonner les différents opérateurs d'accueil et d'insertion.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 531 398,95 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 36 430,19 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 10/06/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au titre de l'exercice 2024, l'association n'a pas été notifiée de la convention définitive de la Région concernant le fonctionnement de l'association.

En effet, l'association a uniquement été notifiée d'une convention provisoire faisant état d'une avance à hauteur de 21 081 Euros. Sur ce constat, seule la convention d'avance a été constatée dans les comptes de l'ARML OI au titre de l'exercice 2024 et expliquant en grande partie le déficit de l'exercice.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais

nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Au titre de l'exercice 2024 et conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC 2018-06), l'association constate en exploitation :

- Le risque de reversement au travers d'une provision pour risque comptabilisée dans un compte « #681500 Dotations aux provisions d'exploitation ».
- L'extinction du risque de reversement dans un compte de reprise de provision d'exploitation « #781500 Reprise provisions d'exploitation ».
- Les pertes liées au non-versement des soldes dans un compte d'exploitation « #658000 Charges diverses de gestion courante ».

L'application de cette réglementation comptable explique le changement de présentation des comptes entre 2023 et 2024 au niveau du résultat d'exploitation et du résultat exceptionnel.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	3 601			3 601
Immobilisations corporelles	43 433	3 107	4 243	42 297
Immobilisations financières	4 669		1 758	2 911
TOTAL	51 703	3 107	6 001	48 809

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	1 000
Subventions/financements	247 569
Autres produits à recevoir	18 705
TOTAL	267 274

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	115 421	-6 824			108 597
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 824		-36 430		-36 430
Dont générosité du public					
Situation nette	108 597	-6 824	-36 430		72 167
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	108 597	-6 824	-36 430		72 167
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- Les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- Les reports en fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- Les transferts entre fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	66 140	69 711			66 140	69 711	
TOTAL	66 140	69 711			66 140	69 711	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	168 762	21 755	149 197	41 320
TOTAL (II)	168 762	21 755	149 197	41 320
TOTAL GENERAL (I+II)	168 762	21 755	149 197	41 320
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		21 755	149 197	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	25 349	25 349		
Dettes fiscales et sociales	48 634	48 634		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	262 130	262 130		
Produits constatés d'avance	12 088	12 088		
TOTAL	348 201	348 201		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	5 852
Dettes fiscales et sociales	31 434
Autres dettes	
TOTAL	37 286

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N
ORANGE	Projet VRUN 360	7 692
DEPARTEMENT	Fonctionnement 2023 & 2024	15 000
REGION	Prog Activité 2024	21 081
DSPOM	Conv accompagnement JSMJ	23 898
ETAT	ANCT Etat politique	10 000
ETAT	DEETS Mesure PRITH	5 912
ETAT	Conv pluriannuelle Objectif 2024	319 972
REGION	Conv PSAD 2023	9 740
REGION	Conv PSAD 2024	31 900
ETAT MAYOTTE	Conv soutien Prog Activité 2024 de la ML Mayotte	10 000
AUTRES	Versement libératoire TA Hors Quota 13%	8 332
TOTAL		463 527

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Rémunération des cadres dirigeants

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 72 790,20 E.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	0
Non cadres	6	1
TOTAL	7	1

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 208 E.